

### Les sauvegardes sociales de REDD+ peuvent-elles atteindre les 'bonnes' personnes?

L'accord de Paris a confirmé que REDD+ est un instrument politique clé pour l'atténuation du changement climatique; il reconnaît explicitement la nécessité de respecter les droits de l'Homme dans les actions liées au climat.

Les processus de sauvegarde sociale du REDD+ sont encore en développement mais peuvent déjà prendre les expériences de ceux de la Banque Mondiale.

En s'appuyant sur les projets pilotes de REDD+ à Madagascar, nous avons analysé les caractéristiques des personnes identifiées éligibles pour la sauvegarde sociale.

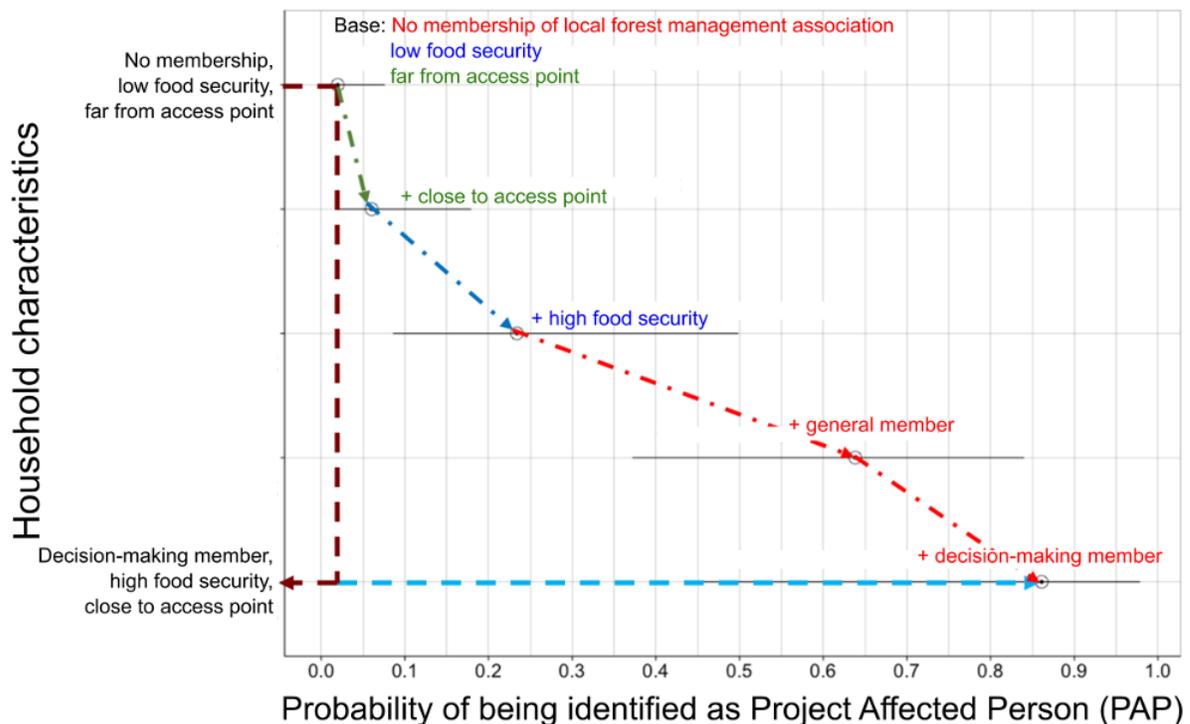
Les élites locaux et les ménages près de la route ont plus de la chance de recevoir la compensation (malgré un moyen d'existence moins affecté par le REDD+).

L'accès difficile, le manque d'information sur la distribution de la population, et le manque de volonté de s'identifier comme dépendant du défrichement ont entraîné un mauvais ciblage de la compensation.



**Conclusions et recommandations:** Les engagements des sauvegardes sociales actuels ne sont pas respectés et les personnes qui sont en oeuvre dans le cadre de REDD+ ne doivent pas continuer sur cette voie. Les stratégies optimales seraient de compenser toutes les ménages dans la communauté affectée au lieu de procéder à des méthodes coûteuses (carrément inefficaces) d'identification des ménages affectées. La sauvegarde sera susceptible d'échouer sauf si les personnes ayant droit à la compensation connaissent leurs droits et sont en mesure de demander réparation.

**Détails de l'étude:** L'impact potentiel du mécanisme climatique REDD+ sur le bien-être humain recèle encore de débat intense. Pour assurer la réduction d'émission, le mécanisme REDD+ doit ralentir le rythme de la déforestation et de la dégradation des forêts: un tel changement tend à entraîner un coût d'opportunité local pour les agriculteurs. L'atténuation des impacts négatifs du REDD+ par les sauvegardes sociales peuvent alors apprendre des procédés de sauvegardes sociales existants comme ceux de la Banque Mondiale. Madagascar possède un bon nombre de projet pilote de REDD+ dont le Corridor Ankeniheny-Zahamena (CAZ). Presque vingt milles ménages autour du CAZ ont été identifiés comme des 'personnes affectées par le projet' (PAPs) et ont reçu la compensation. Nous les comparons avec les ménages non identifiés. Nous avons trouvé que les ménages avec un plus de pouvoir socio-politique local, une plus grande sécurité alimentaire et ceux qui sont plus accessibles étaient plus susceptibles d'être identifiés comme éligibles pour une compensation pourtant les personnes affectées négativement par REDD+ n'ont pas été compensées.



Poudyal, M., Ramamonjisoa, B.S., Hockley, N.J., Rakotonarivo, S.O., Gibbons, J.M., Mandimbiniaina, R., Rasoamanana, A., Jones, J.P.G. (2016) Can REDD+ social safeguards reach the 'right' people? Lessons from Madagascar. *Global Environmental Change*. [doi:10.1016/j.gloenvcha.2016.01.004](https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2016.01.004)

